ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 14 janvier 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 93/109/CE du 6 décembre 1993", a donné le 20 janvier 1994 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 januari 1994 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement en tot uitvoering van richtlijn nr. 93/109/CE dd. 6 december 1993 van de Raad van de Europese Gemeenschappen", heeft op 20 januari 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

> "Compte tenu de la proximité du prochain scrutin européen qui se tiendra dans notre pays le 12 juin 1994, ... Il est en effet impératif que le projet de loi puisse être déposé sur le bureau du Parlement et adopté dans les plus brefs délais car la directive prévoit l'obligation pour les Etats membres d'informer en temps utile les citoyens de l'Union résidant sur leur territoire et sur les conditions auxquelles ils doivent satisfaire pour pouvoir exercer leurs droits de vote et d'éligibilité dans l'Etat où ils résident et sur les formalités qu'ils doivent accomplir à cette fin. Le projet de loi prévoit en ce sens que le Ministre de l'Intérieur publiera au Moniteur belge dans le courant du mois de janvier de l'année de l'élection un communiqué à leur intention contenant toutes informations utiles à ce sujet. Dès après cette publication, les ressortissants de la Communauté établis dans notre pays pourront introduire une demande de participation à l'élection sur des listes belges auprès de la commune de leur résidence".

*

Dans le bref délai qui lui imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

*

OBSERVATION PREALABLE.

L'accord du ministre chargé du budget n'a pas été sollicité, alors qu'il aurait dû l'être en vertu de l'article 6, 2, de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, puisque les mesures projetées sont de nature à créer des dépenses nouvelles.

C'est sous réserve de l'accomplissement de cette formalité que le présent avis est donné.

OBSERVATION GENERALE.

L'article 4 de la directive du Conseil n° 93/109/CE fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants, à laquelle le projet entend adapter la législation relative à l'élection du Parlement européen dispose comme suit :

"1. L'électeur communautaire exerce son droit de vote soit dans l'Etat membre de résidence, soit dans l'Etat membre d'origine. Nul ne peut voter plus d'une fois lors d'une même élection.

2. Nul ne peut être candidat dans plus d'un Etat membre lors d'une même élection".

Afin d'assurer la mise en oeuvre de ces principes, l'article 13 de la directive précitée prévoit que :

"Les Etats membres échangent les informations nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 4. A cette fin, l'Etat membre de résidence transmet sur la base de la déclaration formelle visée aux articles 9 et 10, à l'Etat membre d'origine, dans un délai approprié avant chaque scrutin, les informations relatives aux ressortissants de ce dernier inscrits sur les listes électorales ou ayant présenté une candidature. L'Etat membre d'origine prend, en conformité avec sa législation nationale, les mesures appropriées avant d'éviter le double vote et la double candidature de ses ressortissants".

La législation belge doit par conséquent prévoir les mesures appropriées afin d'éviter le vote et la candidature en Belgique de ses ressortissants qui, établis dans un autre Etat membre, auraient introduit la demande visée à l'article 5 de la loi du 23 mars 1989 en vue d'exercer leur droit de vote en faveur de listes belges, et éventuellement se seraient présentés en Belgique comme candidats sur l'une de ces listes lorsqu'il ressort des informations communiquées par l'Etat membre de résidence, en vertu de l'article 13, qu'ils y ont également obtenu l'inscription sur les listes électorales et y ont, le cas échéant, présenté leur candidature; dans ce cas, il incombe, en effet, à l'Etat membre d'origine de rayer ses ressortissants de ses listes électorales, et, s'il échet, des listes de candidats.

Le projet reste en défaut d'organiser ces mesures appropriées (1).

---

(1) Tout au plus, la disposition en projet à l'article 9 fait-elle allusion afin de prescrire le rejet de leur candidature, aux candidats belges résidant dans un autre Etat membre dont un document émanant de cet Etat ferait apparaître qu'ils y seraient également inscrits comme candidats.

EXAMEN DU PROJET.

Article 1er.

Article 1er, § 2, alinéa 2, en projet.

1. Cette disposition paraît dépourvue d'utilité. En effet, d'une part, le paragraphe 2, alinéa 1er, 1°, en projet en tant qu'il rend applicable aux personnes qu'il vise, l'article 1er, § 1er, alinéa ler, 4°, de la loi du 23 mars 1989, prévoit que ces personnes doivent ne pas se trouver dans un des cas d'exclusion ou de suspension prévus par les articles 6 à 9bis du Code électoral, et d'autre part, le projet permet par ailleurs, conformément à la directive, d'exclure de l'électorat ou de l'éligibilité les citoyens de l'Union qui seraient déchus de ces droits dans l'Etat d'origine (article 1er, alinéa 3, en projet).

Il s'ensuit que le paragraphe 2, alinéa 2, en projet n'a pas d'utilité. Si cet alinéa devait avoir une autre portée, il y aurait lieu de réécrire ce texte afin d'éviter toute incertitude susceptible de nuire à la sécurité juridique.

2. La disposition examinée paraît présupposer que les articles 6 et 7 du Code électoral viseraient également des décisions de juridictions étrangères, alors que ces dispositions se réfèrent clairement à l'application de législations belges.

Si l'expression "juridiction étrangère" utilisée dans l'alinéa 2 vise d'autres juridictions que celles des Etats membres ou de l'Etat d'origine, elle ne serait compatible ni avec l'article 13 de la directive précitée ni, en tant qu'elle s'appliquerait au seul ressortissant belge établi dans un autre Etat membre, avec les principes d'égalité et de non-discrimination établis par les articles 6 et 6bis de la Constitution.

De l'accord du délégué du ministre, l'alinéa visé doit être omis.

Article 1er, § 2, alinéa 3, en projet.

Les mots "en outre" doivent être supprimés; les mots "en faveur de candidats figurant" doivent être insérés entre les mots "droit de vote" et les mots "sur des listes belges".

Article 1er, § 3, alinéa 1er, 2°, en projet.

1. Quant au paragraphe 3, alinéa 1er, 2°, en projet, il ne ressort pas du texte quelle est la date ultime pour l'introduction d'une demande d'inscription sur la liste des électeurs en vue de la plus proche élection. Cette date doit être prévue de telle manière que le demandeur ayant déposé avant l'expiration du délai imparti une telle demande ait la garantie de la voir prise en considération lors de l'établissement de la liste.

En réalité, le dernier jour utile serait en fait le 31 mars précédant l'élection.

Dès lors, il est proposé de l'accord du délégué du ministre de rédiger l'alinéa 8 du paragraphe 3 de la manière suivante :

"Sont déclarées irrecevables les demandes introduites durant la période prenant cours le jour de l'établissement de la liste des électeurs et expirant le jour de l'élection pour laquelle elle est établie."

Le projet doit, en outre, régler les formes de l'introduction de la demande.

2. Pour se conformer à l'article 9, § 2, a, de la directive, il convient de rédiger l'article 1er, § 3, alinéa 1er, 2°, de la manière suivante :

"2° l'adresse de leur résidence principale;".

De même, de l'accord du fonctionnaire délégué, il convient d'écrire au 3° du même article :

"3° le cas échéant, la commune, la circonscription électorale ou le poste diplomatique ou consulaire de l'Etat membre ...;".

Article 1er, § 3, alinéa 2, 2°, en projet.

Aux termes de l'article 1er, § 3, alinéa 2, 2°, en projet, le demandeur doit préciser qu'il n'est pas "privé" du droit de vote dans l'Etat d'origine.

Pour se conformer à la terminologie de la directive, mieux vaut utiliser la notion de déchéance dont le projet use du reste par ailleurs. Dans le texte néerlandais de cette disposition, mieux vaudrait remplacer le mot "verklaring" par "aanvraag".

Article 1er, § 3, alinéa 5, en projet.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 5, première phrase, en projet, mieux vaudrait remplacer les mots "gemeentelijke overheden" par gemeentelijke overheid".

A la fin de cet alinéa, mieux vaut écrire "... en sont avisées dans le même délai".

*

L'article 1er, 3°, du projet serait mieux rédigé comme suit :

"3° le paragraphe 3 actuel en devient le paragraphe 4; dans ce paragraphe, les mots "en faveur d'un candidat d'un autre Etat membre de la Communauté européenne et par

correspondance en faveur d'un candidat belge" sont remplacés par les mots "en faveur de candidats présentés sur des listes belges et de candidats présentés sur des listes d'un autre Etat membre"".

Article 4.

1. L'article 3bis, alinéa 2, en projet renvoie à l'article 6 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, qui dispose comme suit :

"Lorsque les autorités publiques ou les organismes d'intérêt public visés à l'article 5, alinéa 1er, peuvent, en vertu de la loi ou du décret, demander aux communes des informations autres que celles mentionnées à l'article 3, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et, après avis de la Commission de la protection de la vie privée visée à l'article 5, alinéa 2, imposer aux communes la transmission de ces informations par l'intermédiaire du Registre national. Les informations ainsi transmises ne sont pas conservées au Registre national".

L'exposé des motifs précise à ce sujet :

"L'article 3bis en projet prévoit que les modalités de la transmission par les communes au Ministère de l'Intérieur des informations relatives aux citoyens de l'Union inscrits comme électeurs au lieu de leur résidence en Belgique seront fixées par arrêté royal. Le Roi pourra prescrire que ces informations seront communiquées par l'intermédiaire du Registre national. L'arrêté qu'il prendra à cette fin devra, conformément à l'article 6 de la du 8 août 1983 organique du Registre national, être délibéré en Conseil des Ministres et soumis préalablement à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée".

Tel qu'il est rédigé, l'article 3bis, alinéa 2, en projet, ne rend toutefois applicable l'article 6 de la loi du 8 août 1983 que pour ce qui concerne les modalités de transmission des données; le texte devrait indiquer clairement ce qui résulte du commentaire de l'article pour ce qui a trait aux exigences de forme auxquelles l'arrêté royal devra satisfaire.

Cet alinéa doit dès lors être rédigé comme suit :

"Conformément à l'article 6 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, le Roi détermine les informations relatives aux personnes figurant sur cette liste qui doivent être communiquées par les communes aux fins prévues à l'alinéa 3 et peut leur imposer la transmission de ces informations par l'intermédiaire du Registre national."

2. L'article 3bis, alinéa 3, en projet prévoit la communication aux autres Etats membres des données leur permettant de vérifier si leurs ressortissants ayant demandé l'inscription en Belgique ne sont pas, dans leur pays, déchus du droit de vote, mais le projet n'organise pas les mesures appropriées visées à l'article 7, § 2, de la directive, que l'Etat belge doit prendre pour prévenir le vote de l'intéressé lorsque les informations transmises en retour par l'Etat d'origine font apparaître qu'il y est déchu du droit de vote.

L'alinéa doit donc, à cet égard, être complété.

Article 6.

1. Des modifications similaires à celle préconisée au 1°, doivent également être apportées en tout cas à l'article 7, § 1er, dans les premier et dernier alinéas, à l'article 10, § 1er, alinéa 5, et à l'article 13, alinéa 1er, de la loi du 23 mars 1989; les articles 11, § 1er, 16 et 17, § 1er, alinéa 1er, devraient également être adaptés en ce sens.

2. La déclaration "sur l'honneur" que prévoit le 2°, et qui devrait accompagner la demande de participation au scrutin en Belgique, semble faire double emploi avec celle dont il est question aux articles 17, § 1er, 3°, et 31, § 1er, alinéa 3, de la loi du 23 mars 1989 que l'électeur doit joindre à son bulletin de vote.

Article 8.

Article 21, § 2, alinéas 3 et 4 nouveaux en projet.

1. Ces dispositions imposent aux candidats visés une déclaration personnelle; cette déclaration doit, selon le projet, être jointe à l'acte de présentation de la liste, lors de son dépôt.

Toutefois, étant donné qu'il s'agit d'une déclaration personnelle au candidat, il serait plus logique qu'elle soit jointe à son acte d'acceptation de la candidature visé à l'article 21, § 2, alinéa 6, de la loi; les dispositions

en projet devraient, dès lors, être insérées à la suite de cet alinéa; les dispositions en projet à l'article 9 doivent aussi être adaptées en conséquence.

2. Dans l'alinéa 4 nouveau en projet, le mot "autre" doit être inséré entre les mots "ressortissants d'un" et "Etat membre", au début de la première phrase; par ailleurs, la déclaration devrait préciser également, pour se conformer à l'article 10, paragraphe 1er, a, de la directive, l'adresse de la résidence principale.

D'autre part, l'article 10, § 2, de la directive dispose que l'attestation délivrée par les autorités compétentes de l'Etat d'origine peut se limiter à certifier qu'elles n'ont pas connaissance d'une déchéance du droit d'éligibilité; afin de se conformer à cette disposition de la directive, la seconde phrase du second alinéa en projet doit dès lors être complétée par les mots "ou qu'elles n'ont pas connaissance d'une telle déchéance".

Article 21, § 7 nouveau en projet.

1. En ce qui concerne l'alinéa 1er, il est permis de supposer que la liste des candidats étrangers doit les grouper par nationalité et ce par comparaison avec l'article 3bis, alinéa 1er, en projet; cette précision doit figurer dans le texte.

2. Les alinéas 2 et 3 prévoient la transmission de l'attestation visée aux articles 6, § 2 et 10, § 2, de la directive à l'Etat membre d'origine afin de lui permettre de vérifier si l'intéressé n'y est pas déchu de son droit d'éligibilité; la directive ne prévoit nullement cette transmission, puisque cette attestation est délivrée par les autorités compétentes de cet Etat, après qu'elles ont vérifié l'absence de déchéance.

La directive prévoit donc logiquement qu'à défaut pour le candidat de produire semblable attestation lors du dépôt de sa candidature, celle-ci est déclarée irrecevable; la transmission de l'attestation à l'Etat membre est inutile, s'il s'agit, comme le précise le projet, de s'assurer de l'absence de déchéance.

Selon les explications fournies par le délégué, le but de cette transmission serait de vérifier auprès de l'Etat d'origine que l'attestation a bien été délivrée par ses autorités administratives compétentes; si telle est l'intention, l'alinéa 3 en projet doit être revu afin de l'exprimer adéquatement.

Article 9.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 9. Le texte de l'article 119bis figurant à l'article 22, alinéa 2, 4°, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :".

Article 10.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 10. Dans l'article 33, alinéa 2, 3°, b, de la même loi, le second alinéa destiné à compléter l'article 152 du Code électoral est remplacé par l'alinéa suivant :".

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, en projet, il faudrait écrire : "ter uitvoering van" au lieu de "in uitvoering van".

Article 11.

Cet article modifie l'article 36 de la loi du 23 mars 1989 dans la rédaction qu'il doit recevoir en vertu de l'article 12 d'un projet d'arrêté royal fondé sur l'article 218 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, également soumis à l'avis de la section de législation sous la référence L. 23.045/2. Il serait, pour la bonne compréhension, souhaitable de ne pas dissocier les modifications ainsi apportées à l'article 36 précité; le projet de loi doit procéder dès lors au remplacement de l'intégralité de cet article, compte tenu de toutes les modifications envisagées.

Article 13.

Mieux vaut remplacer les mots "électeur belge", dans l'article 41, alinéa 1er, 1°, de la loi du 23 mars 1989, par les mots "inscrit sur une liste des électeurs belge".

L'article serait par conséquent mieux rédigé comme suit :

"Art. 13. Dans l'article 41, alinéa 1er, 1°, de la même loi, les mots "électeur belge" sont remplacés par les mots "inscrit sur une liste des électeurs belge"".

Article 14.

Dans le texte néerlandais de l'article 45, en projet, il faudrait écrire : "tijdens hetwelk" au lieu de "tijdens welk".

Observation finale.

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

> "Compte tenu de la proximité du prochain scrutin européen qui se tiendra dans notre pays le 12 juin 1994, ... Il est en effet impératif que le projet de loi puisse être déposé sur le bureau du Parlement et adopté dans les plus brefs délais car la directive prévoit l'obligation pour les Etats membres d'informer en temps utile les citoyens de l'Union résidant sur leur territoire et sur les conditions auxquelles ils doivent satisfaire pour pouvoir exercer leurs droits de vote et d'éligibilité dans l'Etat où ils résident et sur les formalités qu'ils doivent accomplir à cette fin. Le projet de loi prévoit en ce sens que le Ministre de l'Intérieur publiera au Moniteur belge dans le courant du mois de janvier de l'année de l'élection un communiqué à leur intention contenant toutes informations utiles à ce sujet. Dès après cette publication, les ressortissants de la Communauté établis dans notre pays pourront introduire une demande de participation à l'élection sur des listes belges auprès de la commune de leur résidence".

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De akkoordbevinding van de minister bevoegd inzake de begroting is niet gevraagd, ofschoon erom had moeten

worden verzocht op grond van artikel 6, 2, van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, omdat de voorgenomen maatregelen nieuwe uitgaven tot gevolg kunnen hebben.

Dit advies wordt verstrekt onder voorbehoud dat die formaliteit vervuld wordt.

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp beoogt de wetgeving inzake de verkiezing van het Europees Parlement aan te passen aan artikel 4 van de richtlijn van de Raad nr. 93/109/EG tot vaststelling van de wijze van uitoefening van het actief en passief kiesrecht bij de verkiezingen voor het Europees Parlement ten behoeve van de burgers van de Unie die verblijven in een Lid-Staat waarvan zij geen onderdaan zijn. Dit artikel luidt als volgt :

"1. De communautaire kiezer oefent zijn actief kiesrecht hetzij in de Lid-Staat van verblijf, hetzij in de Lid-Staat van herkomst uit. Niemand mag meer dan eenmaal zijn stem uitbrengen bij eenzelfde verkiezing.

2. Niemand mag in meer dan een Lid-Staat kandidaat zijn bij eenzelfde verkiezing".

Met het oog op de toepassing van die beginselen bepaalt artikel 13 van voornoemde richtlijn :

"De Lid-Staten wisselen de voor de toepassing van artikel 4 vereiste gegevens uit. Hiertoe zendt de Lid-

.../...

> Staat van verblijf, op basis van de in de artikelen 9 en 10 bedoelde formele verklaring, binnen een redelijke termijn vóór de verkiezingen, de Lid-Staat van herkomst de gegevens toe betreffende de onderdanen van deze laatste Lid-Staat die zijn ingeschreven op de kiezerslijst of die zich kandidaat hebben gesteld. Overeenkomstig zijn nationale wetgeving neemt de Lid-Staat van herkomst de nodige maatregelen om te voorkomen dat zijn onderdanen in meer dan een Lid-Staat hun actief en passief kiesrecht uitoefenen".

De Belgische wetgeving moet bijgevolg in de passende maatregelen voorzien om te voorkomen dat Belgische onderdanen, gevestigd in een andere Lid-Staat, die de aanvraag omschreven in artikel 5 van de wet van 23 maart 1989 hebben ingediend ten einde hun kiesrecht ten voordele van Belgische lijsten uit te oefenen en die zich eventueel kandidaat hebben gesteld op één van die lijsten, in België, hun actief en passief kiesrecht uitoefenen wanneer uit de gegevens die de Lid-Staat van herkomst overeenkomstig artikel 13 heeft toegezonden blijkt dat zij ook aldaar op de kieslijsten zijn ingeschreven en er zich in voorkomend geval kandidaat hebben gesteld; in dat geval staat het immers aan de Lid-Staat van herkomst om die onderdanen van de kieslijsten te schrappen en, indien nodig, van de lijsten van kandidaten.

Het ontwerp voorziet niet in de passende maatregelen daartoe (1).

---

(1) Hoogstens wordt in het ontworpen artikel 9 gealludeerd op de afwijzing van de kandidatuur van Belgen die in een andere Lid-Staat verblijven, indien uit een stuk van die Staat blijkt dat zij ook aldaar als kandidaat zijn ingeschreven.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Artikel 1.

Ontworpen artikel 1, § 2, tweede lid.

1. Deze bepaling lijkt onnodig. Enerzijds immers bepaalt de ontworpen paragraaf 2, eerste lid, 1°, in zoverre deze bepaling artikel 1, § 1, eerste lid, 4°, van de wet van 23 maart 1989 toepasselijk maakt op de in die paragraaf 2 omschreven personen, dat zij zich niet mogen bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of van schorsing opgesomd in de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek, en anderzijds maakt het ontwerp het overeenkomstig de richtlijn mogelijk om de burgers van de Unie die in hun Staat van herkomst hun actief of passief kiesrecht hebben verloren, van dat recht uit te sluiten (ontworpen artikel 1, derde lid).

Daaruit vloeit voort dat de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, onnodig is. Indien dit lid een andere strekking heeft, behoort het te worden herschreven ten einde iedere onzekerheid op te heffen die afbreuk kan doen aan de rechtszekerheid.

2. In de onderzochte bepaling wordt blijkbaar ervan uitgegaan dat de artikelen 6 en 7 van het Kieswetboek eveneens betrekking hebben op beslissingen van buitenlandse gerechten, terwijl die bepalingen duidelijk betrekking hebben op de toepassing van de Belgische wetgeving.

Indien de uitdrukking "buitenlands gerecht" in het tweede lid slaat op andere rechtscolleges dan die van de Lid-Staten of van de Staat van herkomst, verdraagt zij zich niet met artikel 13 van voornoemde richtlijn, noch met de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie vastgelegd bij de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet in zoverre zij alleen toepasselijk zou zijn op de Belgische onderdanen die in een andere Lid-Staat zijn gevestigd.

Dit lid behoort te vervallen. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Ontworpen artikel 1, § 2, derde lid.

Deze bepaling moet als volgt worden gesteld :

"Het stemrecht ten voordele van kandidaten die op Belgische lijsten voorkomen, wordt ontzegd aan ... van herkomst dit recht hebben verloren".

Ontworpen artikel 1, § 3, eerste lid, 2°.

1. Met betrekking tot de ontworpen paragraaf 3, eerste lid, 2°, blijkt niet uit de tekst welke de einddatum is voor de indiening van een aanvraag om met het oog op de eerstkomende verkiezing op de kiezerslijst te worden ingeschreven. Die datum moet aldus worden vastgesteld dat degene die vóór het verstrijken van de gestelde termijn zulk een aanvraag heeft ingediend, de waarborg heeft dat zij bij de samenstelling van de lijst in aanmerking wordt genomen.

In werkelijkheid zou de dag van 31 maart vóór de verkiezing de uiterste werkbare datum zijn.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat paragraaf 3, achtste lid, derhalve als volgt wordt gesteld :

"De aanvragen ingediend tussen de dag waarop de kiezerslijst wordt samengesteld en de dag van de verkiezing waarvoor de lijst is opgemaakt, wordt niet-ontvankelijk verklaard".

Voorts moet het ontwerp de vormvoorschriften inzake de indiening van de aanvraag bepalen.

2. Ten einde in overeenstemming te zijn met artikel 9, lid 2, a, van de richtlijn moet artikel 1, § 3, eerste lid, 2°, als volgt worden gesteld :

"2° het adres van hun hoofdverblijf;".

Zo ook is de gemachtigde van de minister het ermee eens dat onderdeel 3° van artikel 1, § 3, eerste lid, als volgt wordt gesteld :

"3° in voorkomend geval, de gemeente, de kieskring of de diplomatieke of consulaire post van de Lid-Staat van herkomst op de kiezerslijst waarvan zij het laatst zijn ingeschreven;".

Ontworpen artikel 1, § 3, tweede lid, 2°.

Naar luid van het ontworpen artikel 1, § 3, tweede lid, 2°, moet de aanvrager in zijn "verklaring" preciseren dat hij het stemrecht in de Staat van herkomst niet "verloren heeft" (in de Franse lezing van het ontwerp : "privée du droit de vote").

Teneinde overeenstemming tot stand te brengen met de terminologie van de richtlijn zou het beter zijn in de Franse tekst van deze bepaling, zoals overigens verder in het ontwerp het geval is, het begrip "déchéance" te gebruiken. Tevens verdient het aanbeveling in dit verband te spreken van een "aanvraag", veeleer dan van een "verklaring".

Ontworpen artikel 1, § 3, vijfde lid.

In de eerste volzin van deze bepaling schrijve men "gemeentelijke overheid" in plaats van "gemeentelijke overheden".

Het zou beter zijn de tweede volzin van deze bepaling als volgt te stellen :

"Indien er geen grond tot kennisgeving bestaat, wordt de gemeentelijke overheid binnen dezelfde termijn ervan in kennis gesteld".

*

Het zou beter zijn artikel 1, 3°, van het ontwerp als volgt te stellen :

"3° de huidige paragraaf 3 wordt paragraaf 4; in die paragraaf worden de woorden "voor een kandidaat van een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap en per brief voor een Belgische kandidaat" vervangen door de woorden "voor kandidaten voorgedragen op Belgische lijsten en voor kandidaten voorgedragen op lijsten van een andere Lid-Staat"".

Artikel 4.

1. Het ontworpen artikel 3bis, tweede lid, verwijst naar artikel 6 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen dat het volgende voorschrijft :

> "Wanneer de openbare overheden of de instellingen van openbaar nut bedoeld bij artikel 5, lid 1, krachtens een wet of een decreet de gemeenten om andere dan de in artikel 3 vermelde informatiegegevens kunnen verzoeken, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bedoeld in artikel 5, tweede lid, de gemeenten verplichten die gegevens te verstrekken door toedoen van het Rijksregister. De aldus verstrekte gegevens worden niet in het Rijksregister bewaard".

In de memdorie van toelichting wordt daaromtrent gepreciseerd :

"Het ontworpen artikel 3bis bepaalt dat de modaliteiten voor het versturen door de gemeenten aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken van de informatie betreffende de burgers van de Unie die op de plaats van hun verblijf in België als kiezer zijn ingeschreven, bij koninklijk besluit zullen worden vastgesteld. De Koning zal kunnen voorschrijven dat deze informatie door toedoen van het Rijksregister zal worden medegedeeld. Het besluit dat hij daartoe zal nemen, moet overeenkomstig artikel 6 van de organieke wet van 8 augustus 1983 van het Rijksregister in Ministerraad worden overlegd en vooraf voor advies worden voorgelegd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer".

In de huidige lezing van het ontworpen artikel 3bis, tweede lid, is artikel 6 van de wet van 8 augustus 1983 echter alleen van toepassing op de wijze waarop de gegevens worden verzonden; de tekst behoort duidelijk voor te schrijven wat de commentaar op dit artikel stelt in verband met de vormvereisten waaraan het koninklijk besluit moet voldoen.

Dit lid moet derhalve als volgt worden gesteld :

"Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen bepaalt de Koning welke informatie de gemeenten over de personen die op deze lijst voorkomen moeten mededelen met het oog op het bepaalde in het derde lid en kan Hij de gemeenten verplichten die gegevens te verstrekken door toedoen van het Rijksregister".

2. Het ontworpen artikel 3bis, derde lid, bepaalt dat aan de overige Lid-Staten de gegevens worden medegedeeld

op grond waarvan zij kunnen nagaan of hun onderdanen die gevraagd hebben in België te worden ingeschreven, in hun land het stemrecht hebben verloren. Het ontwerp voorziet echter niet in de passende maatregelen, bedoeld in artikel 7, lid 2, van de richtlijn, die de Belgische Staat moet nemen om te voorkomen dat betrokkene zijn stem uitbrengt wanneer uit de gegevens die de Staat van herkomst op zijn beurt heeft toegezonden blijkt dat hij het stemrecht verloren heeft.

Het lid moet dus in die zin worden aangevuld.

Artikel 6.

1. Soortgelijke wijzigingen als die welke in de bepaling onder 1° in overweging wordt gegeven, moeten in elk geval tevens worden aangebracht in artikel 7, § 1, in het eerste en laatste lid, in artikel 10, § 1, vijfde lid, en in artikel 13, eerste lid, van de wet van 23 maart 1989; de artikelen 11, § 1, 16 en 17, § 1, eerste lid, zouden eveneens in die zin moeten worden aangepast.

2. De verklaring "op erewoord" (lees : op zijn erewoord), waarin de bepaling onder 2° voorziet en waarmee de aanvraag om deelneming aan de stemming in België gepaard zou moeten gaan, lijkt een doublure te vormen met die waarvan sprake is in de artikelen 17, § 1, 3°, en 31, § 1, derde lid, van de wet van 23 maart 1989 en die de kiezer bij zijn stembiljet moet voegen.

Artikel 8.

Ontworpen artikel 21, § 2, nieuw derde en nieuw vierde lid.

1. Die bepalingen verplichten de bedoelde kandidaten een persoonlijke verklaring af te leggen; die verklaring moet volgens het ontwerp bij de akte van voordracht van de lijst worden gevoegd bij het indienen ervan.

Aangezien het gaat om een persoonlijke verklaring van de kandidaat, zou het evenwel logischer zijn ze te voegen bij zijn akte van bewilliging tot kandidaatstelling, bedoeld in artikel 21, § 2, zesde lid, van de wet; de ontworpen bepalingen zouden derhalve moeten worden ingevoegd na dat lid; de in artikel 9 ontworpen bepalingen moeten eveneens dienovereenkomstig worden aangepast.

2. In het ontworpen nieuwe vierde lid, moet bij het begin van de eerste zin, het woord "andere" worden ingevoegd tussen de woorden "van een" en "Lid-Staat"; om te voldoen aan artikel 10, lid 1, a, van de richtlijn, zou bovendien in de verklaring tevens het adres van het hoofdverblijf moeten worden vermeld.

In artikel 10, lid 2, van de richtlijn wordt bovendien bepaald dat uit de door de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van herkomst afgegeven verklaring alleen behoeft te blijken dat hun van enig verlies van het passief kiesrecht niets bekend is; om te voldoen aan die bepaling van de richtlijn, moet de tweede zin van het ontworpen tweede lid bijgevolg worden aangevuld met de woorden "of dat haar daarvan niets bekend is".

Ontworpen artikel 21, nieuwe § 7.

1. Wat het eerste lid betreft kan worden verondersteld dat, net als in het ontworpen artikel 3bis, eerste lid, de kandidaten op de lijst van buitenlandse kandidaten per nationaliteit moeten worden gegroepeerd; die verduidelijking moet in de tekst worden aangebracht.

2. In het tweede en derde lid wordt voorzien in het overzenden, aan de Lid-Staat van herkomst, van de in de artikelen 6, lid 2, en 10, lid 2, van de richtlijn bedoelde verklaring, opdat die zich ervan kan vergewissen of de betrokkene zijn passief kiesrecht niet heeft verloren; de richtlijn voorziet geenszins in die overzending, aangezien die verklaring door de bevoegde autoriteiten van die Staat wordt afgegeven nadat zij zich ervan hebben vergewist dat de betrokkene zijn passief kiesrecht niet heeft verloren.

De richtlijn bepaalt dus logischerwijze dat als de kandidaat bij het indienen van zijn kandidatuur geen soortgelijke verklaring kan overleggen, zijn kandidatuur niet-ontvankelijk wordt verklaard; het overzenden van de verklaring aan de Lid-Staat is nutteloos als het, zoals in het ontwerp wordt gesteld, zaak is zich ervan te vergewissen of de betrokkene zijn passief kiesrecht niet heeft verloren.

Volgens de door de gemachtigde verstrekte uitleg, zou die overzending tot doel hebben bij de Lid-Staat van herkomst na te gaan of de verklaring wel degelijk is afgegeven door de bevoegde administratieve autoriteiten; als dat zo is moet het ontworpen derde lid worden herzien om naar behoren uitdrukking te geven aan die bedoeling.

Artikel 9.

Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"Art. 9. De tekst van artikel 119bis, die voorkomt in artikel 22, tweede lid, 4°, van dezelfde wet, wordt aangevuld met het volgende lid :".

Artikel 10.

Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"Art. 10. In artikel 33, tweede lid, 3°, b, van dezelfde wet, wordt het tweede lid dat ertoe strekt artikel 152 van het Kieswetboek aan te vullen, vervangen door het volgende lid :";

In het ontworpen tweede lid schrijve men "ter uitvoering van" in plaats van "in uitvoering van".

Artikel 11.

Dit artikel wijzigt artikel 36 van de wet van 23 maart 1989, zoals het zou moeten worden geredigeerd krachtens artikel 12 van een ontwerp van koninklijk besluit gegrond op artikel 218 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, dat

eveneens ter fine van advies aan de afdeling wetgeving is voorgelegd onder het nummer L. 23.045/2. Ter wille van de begrijpelijkheid zou het wenselijk zijn de aldus in het voormelde artikel 36 aangebrachte wijzigingen niet te scheiden; bijgevolg moet het wetsontwerp dat artikel volledig vervangen, rekening houdende met alle voorgenomen wijzigingen.

Artikel 13.

In artikel 41, eerste lid, 1°, van de wet van 23 maart 1989 zou het beter zijn de woorden "Belgische kiezer zijn" te vervangen door de woorden "ingeschreven zijn op een Belgische kiezerslijst".

Het artikel zou bijgevolg beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 13. In artikel 41, eerste lid, 1°, van dezelfde wet, worden de woorden "Belgische kiezer zijn" vervangen door de woorden "ingeschreven zijn op een Belgische kiezerslijst"".

Artikel 14.

In het ontworpen artikel 45 schrijve men "tijdens hetwelk" in plaats van "tijdens welk".

.../...

Slotopmerking.

Sommige bepalingen van het ontwerp bevatten gallicismen of taalfouten. Zo bijvoorbeeld staat in de inleidende volzin van het ontworpen artikel 1, § 2, eerste lid : "Kunnen de hoedanigheid ... verkrijgen ..." in plaats van "De hoedanigheid van ... kunnen verkrijgen ..." en in 1° van hetzelfde lid "waarvan zij afhangen" in plaats van "waaronder zij ressorteren".

Ook wordt herhaaldelijk in het ontwerp "bedoeld bij" geschreven, in plaats van "bedoeld in".

Ten slotte verdient het aanbeveling het woord "modaliteiten" te vervangen door een geschiktere term.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.